



## « Ça s'débat » | Dormir au chaud (2006)

### SYNTHÈSE

#### **Introduction**

« Ça s'débat » est un projet du Centre Vidéo de Bruxelles-CVB, atelier de production de films documentaires et association d'éducation permanente, œuvrant également dans le champ de la Cohésion sociale, pour mettre le cinéma au service de la démocratie. Dans cet esprit, « Ça s'débat » propose à des publics de tous horizons des rencontres et échanges autour des enjeux du vivre ensemble, et ce dans une approche engageante et participative.

Le film « Dormir au chaud » réalisé par Pierre Duculot a été projeté le 16 mai à la Maison Amazone dans le cadre d'une séance associative pilote, réunissant des représentant.e.s des milieux de lutte contre le sans-abrisme et pour les droits des femmes autour de la question de la lutte contre le sans-abrisme chez les femmes et pour les droits des femmes sans-abris, en croisant les regards des deux mouvements.

Pour garder une trace des «Ça s'débat», le CVB documente les échanges grâce à des synthèses. Le document qui suit a pour objectif d'une part de résumer les principaux traits du débat, et d'autre part de les accompagner d'une analyse personnelle de l'auteur. Ces synthèses permettent une lecture distanciée, et offrent des pistes de réflexions et d'actions pour l'avenir.

#### **L'auteur**

Marie Charette, née en 1988 est journaliste de formation. Elle a notamment réalisé plusieurs reportages radio qui traitent de problématiques sociales. Journaliste culturelle, elle a également travaillé en production cinéma et développe aujourd'hui des projets sonores, entre documentaires et podcasts.

Le débat associatif autour du film « Dormir au chaud » a eu lieu le jeudi 16 mai à la Maison Amazone de 12h à 14h dans le cadre des déjeuners thématiques de l'association. L'objectif était cette fois de réunir des intervenants d'organismes luttant pour les droits des femmes et contre le sans-abrisme pour croiser leurs regards, encourager la mise en réseau, et affronter ces deux problématiques ensemble.

Parmi les personnes présentes, il y avait des représentants de l'ARC (Action et Recherche Culturelles), de Doucheflux, de HuNeeds asbl, d'AWSA-Be (Arab's Women Solidarity Association-Belgium), de l'association Elles tournent, et d'Amazone. L'asbl l'Îlot et le Réseau européen pour la promotion des droits et de la santé sexuelle et reproductive qui devaient participer aux échanges n'ont finalement pu s'y joindre.

### **Avant la projection**

Tous les intervenants ont d'emblée et d'une seule voix pointé l'importance de traiter le problème des violences faites aux femmes, l'une des principales causes du sans-abrisme chez les femmes. Les liens entre précarité, mal-logement, sans-abrisme et la vulnérabilité spécifique des femmes étaient apparents pour tout le monde, ainsi que la nécessité d'une mise en commun des outils et réflexions des différentes associations.

La Maison Amazone constituait un lieu privilégié pour ces échanges puisque ce lieu rassemble 20 ASBL de femmes et/ou féministes pour favoriser l'échange entre elles, mais aussi avec l'extérieur. Ainsi, depuis quelques temps, des lunch-rencontres en interne, des animations, des expositions et autres activités annexes permettent à des acteurs extra-muros de venir échanger à propos de thématiques diverses. L'accent mis sur cette ouverture permet de créer une véritable émulation et de créer des ponts entre des organismes divers qui, malgré leurs objectifs différents, se rejoignent sur les constats et cherchent à collaborer efficacement.

Plusieurs intervenants ont voulu rappeler qu'ils faisaient partie du mouvement « Droit à un toit », une initiative émanant du secteur bruxellois de lutte contre la pauvreté qui mobilise de nombreux professionnels et citoyens, notamment autour de la question du logement et du sans-abrisme.

Avant que le film ne commence, plusieurs membres d'associations féministes ont souligné l'importance du regard des femmes sur le monde qui nous entoure. Selon certains, le prisme féminin permettrait de réinterpréter des problématiques plus globales, un point de vue partagé par l'ensemble et abordé après la projection.

### **Après la projection**

#### **PARTIE 1 : Échanges sur le film**

Le film « Dormir au chaud » de Pierre Duculot traite du sans-abrisme d'une manière spécifique : une jeune femme qui demande refuge à une fermière à la campagne. Beaucoup étaient d'accord pour dire que la réalité décrite dans ce court-métrage était éloignée des réalités urbaines et notamment bruxelloises. Comme l'indiquait Nicolas de l'ARC, actif également chez Doucheflux, ce type de rencontre n'arrive que très rarement en ville. Si certains citoyens accueillent des migrants, et c'est plutôt à cela que lui faisait penser le film, rares sont ceux qui accueillent des

SDF. Et contrairement à la campagne, la ville est propice à la menace et le danger y est omniprésent. Le recours à l'aide de l'autre est rarissime. L'aide provient essentiellement du tissu associatif et des structures mises en place dans la capitale.

S'il est vrai que la réalité du film était en marge des vécus de sdf à Bruxelles, Alicia et Camille, d'AWSA et d'Amazone, ont établi un parallèle entre le danger imminent pour le personnage principal, et le danger lié au fait d'être une femme seule la nuit. Leur discussion a amené à la conclusion qu'une femme dehors seule la nuit est inévitablement une cible facile, quelque soit le contexte. Étant identifiée comme telle, elle peut généralement bénéficier d'un hébergement prioritaire, surtout si elle est accompagnée d'enfants. La solidarité s'exprime aussi plus facilement quand il s'agit de femmes que d'hommes.

### **Apparaître ou disparaître ?**

Si l'anonymat en ville protège, il peut également « déshumaniser » la personne sans-abris qui, perdue au milieu de la foule, se sent « en dehors de la société ». C'est une question qui a été abordée lors du débat, car les femmes sans-abris cherchent souvent à disparaître, à « faire disparaître » leur féminité, à se cacher pour des raisons de sécurité. L

L'apparence est pourtant fondamentale pour le bien-être physique et par conséquent psychologique. Exister, se sentir femme, humaine, c'est aussi avoir la possibilité de prendre soin de son physique de femme. L'exemple de Doucheflux qui organise des mercredi après-midi réservés aux femmes et y offre notamment des soins de coiffure, du visage, de manucure et de pédicure a été cité par des participants. Tout le monde était d'accord pour dire l'importance de ces ateliers, non pas superficiels mais essentiels pour l'estime de soi. Pour Marie de l'asbl Elles tournent, « *il s'agit de s'occuper de soi et donc de reprendre possession de soi* ». Le paradoxe est qu'en sortant de ces ateliers, de nombreuses femmes tentent à nouveau d'en effacer les effets pour mieux re-disparaître, de retour dans la rue.

Les chiffres manquent d'ailleurs, s'agissant des femmes sans-abris, car beaucoup se cachent pour fuir l'insécurité de la rue.

### **La solidarité, un principe à dimension variable ?**

Exister c'est exister aux yeux d'un autre qui ne partage pas toujours les mêmes valeurs, qui n'a pas les mêmes repères culturels. Nicolas a voulu préciser que cette perception conditionnée est souvent au centre des problématiques sdf. Dans le film, la jeune femme est blanche, elle parle le français comme langue maternelle et paraît partager les mêmes codes que la dame qui l'accueille chez elle.

*« Très souvent, à Bruxelles, le facteur d'identification rentre en compte (...) La solidarité est naturelle jusqu'à ce que... la personne soit vue et considérée comme étrangère. C'est une variable d'ajustement majeur (...) Si un individu ne reconnaît pas à l'autre son système de valeurs, s'il ne se reconnaît pas en lui, qu'il ne partage rien avec lui, alors certains abus,*

*certaines discriminations et même la violence se voient légitimées (...) par la personne qui le regarde. »*

Le désir de se rendre invisible est donc d'autant plus ressenti par les personnes sans-abris qui se sentent menacées de par leur origine, à commencer par les femmes issues de minorités visibles.

La solidarité a donc ses limites, que cela soit à la campagne – comme dans le film – ou en ville.

Certains ont pointé du doigt d'autres points communs entre le film et les réalités à Bruxelles : la suspicion du voisinage, les hébergeurs menacés et/ou dénoncés. Et le policier incarne encore une menace réelle, comme le rappellent Alicia d'Awsa et Anne de l'ARC et de Douchefflux.

S'agissant de l'accueil inconditionnel de la dame dans le court-métrage, Anne a voulu rappeler que les situations rencontrées par les personnes à Bruxelles étaient bien plus complexes : *« La personne ne vient pas juste chercher une soupe. Il y a des problèmes d'alcoolisme, des problèmes psychiatriques, administratifs, économiques, sociaux (...) on s'attache, les personnes en demandent plus. Ce n'est pas Saint Jacques de Compostelle comme dans le film ... »*.

Caroline de HuNeeds était d'accord sur ce point, rappelant que contrairement à certains migrants, les sans-abris ne sont pas de passage, ils restent ici. *« Ça fait peur à beaucoup de gens mais je pense qu'on peut s'engager de la même manière auprès d'eux. On peut mettre un terme à l'aide qu'on apporte quand on le souhaite mais c'est la voix à adopter face à l'exclusion. »*

### **L'action citoyenne face à la déresponsabilisation étatique**

Le rôle et la nature de l'action citoyenne ont été discutés par la suite.

Pour Caroline, l'État n'assume pas ses responsabilités : *« (...) il y a chez la femme une propension à prendre soin sans méfiance, et je pense qu'il faut pouvoir changer de paradigme sans trop mentaliser, ne pas vouloir à tout prix une structure d'aide mise en place par l'État. Il faut pouvoir apporter soi-même des solutions, être dans l'action. C'est normal de prendre soin des gens qui occupent le même espace public. »*

Anne a voulu répondre à cette remarque, précisant qu'effectivement il est important d'aider et d'agir, ce que tous autour de la table font d'ores et déjà d'ailleurs, mais que ces actions avaient des limites : *« Je veux bien aider mon voisin mais je ne trouve pas normal que des gens soient dans la rue et que nous soyons dans l'obligation de les aider. Malheureusement c'est le cas. Je continue à agir car je ne fais pas confiance aux autorités mais je dénonce la nécessité de mes propres actions »*.

Pour Caroline, c'est à l'État de réguler le vivre ensemble mais les initiatives individuelles ont la même importance et doivent perdurer, *« d'autant plus que les femmes sont disposées à ça, aider sans qu'on nous l'impose. »* Sur le caractère « féminin » de la solidarité et du travail social, tout le monde n'était pas d'accord, mettant en garde contre le risque de stéréotypes genrés.

La plupart des intervenants se sont dits heureux de partager des conclusions similaires, alors qu'ils ignoraient les initiatives des uns et des autres. Ils ont exprimé la volonté d'échanger plus à terme pour renforcer leurs actions respectives.

Il leur a été proposé de passer à l'animation prévue pour aider de croiser les regards des participants, en écrivant ce que chacun des deux mouvements de lutte présents – contre le sans-abrisme et pour les droits des femmes - pouvait apporter à l'autre.

## **PARTIE 2 : 2 mouvements, 1 lutte commune**

Selon celles et ceux engagés dans la lutte contre le sans-abrisme, les mouvements féministes ont la possibilité de mettre en lumière les problématiques d'exclusion et de sans-abrisme dans un prisme spécifique servant la cause dans son ensemble. Étalon de référence ou loupe pour Nicolas, miroir ou levier stratégique pour Anne, les femmes, en général plus fragilisées, attirent l'attention des politiques et des citoyens sur les questions de pauvreté, de précarité, et d'hygiène. « *Elles sont victimes de violence au carré, elles doivent se cacher, elles sont vulnérables, (...)* » - pour Anne, une collaboration entre les deux mouvements servirait l'ensemble des acteurs et pourrait aussi permettre de lever des subsides supplémentaires.

De leur côté, les représentantes des mouvements féministes ont exprimé le besoin de trouver des partenaires et personnes de référence vers lesquels envoyer certaines personnes en situation difficile. C'est le cas notamment d'Alicia qui accompagne de nombreuses femmes originaires du Monde arabe dans des situations de grande précarité. Certaines d'entre elles cumulent les difficultés et sont à la fois victimes de violences conjugales, sans papiers et/ou sans logement. Elle a exprimé l'urgence de collaborer avec des organismes sensibilisés à ces questions. Les refuges d'urgence sont souvent surchargés et l'association n'était pas outillée pour répondre à ces situations.

Le réseautage fait donc sens pour tous. Selon Anne et d'autres, l'axe d'action principal devait être la prévention pour éviter à tout prix que quiconque se retrouve dans la rue.

Concernant la question de l'insécurité des femmes en rue, plusieurs exemples ont été donnés, notamment au sujet de situations de violences en refuge, d'abus au parc Maximilien ou ailleurs, de prostitution, et de contrôles policiers des femmes démunies.

A partir de ces exemples, certains ont interrogé l'utilité voir la nécessité de formes d'accompagnement et d'activités non mixtes.

Pour Nicolas, la non mixité des moments de parole et de certains services offerts aux femmes sans-abris est effectivement une nécessité. D'autres l'ont également confirmé. Pour assurer la confiance, la sécurité et le bien-être des femmes, il est important de préserver des moments qui leur appartiennent à elles seules. De la même manière qu'Amazone accueillait souvent des activités non-mixtes pour garantir aux femmes des « safe spaces », et que Ça s'débat a récemment facilité des débats non-mixtes comme étapes préalables à un débat mixte.

Chez Douchefflux, comme l'explique Anne, l'ARC organise une fois par an un évènement majeur réservé aux femmes lors duquel sont proposés des soins physiques et des tables de conversation. Ces dernières ont donné lieu à la rédaction d'un manifeste des femmes de la rue. Anne a souligné l'importance de donner la parole aux femmes sans-abris : « *Il faut partir de leur vécu, de leurs réalités et les ateliers d'expression devraient se multiplier, via d'autres associations peut-être* ».

Il a été suggéré que d'autres journées annuelles de ce type puissent être assurées par des associations de femmes et/ou féministes à tour de rôle pour diversifier les approches et offres d'activités.

Nicolas a rappelé qu'avant les années 90, le sans-abrisme était considéré comme un problème d'hommes et que l'attention portée aux problématiques féminines, notamment certaines urgences médicales, est assez neuve. Pour lui « *le mouvement des femmes introduit une perspective supplémentaire et permet d'élargir la réflexion, (...) cela ajoute de nouvelles dimensions pour penser ce qu'est le sans-abrisme* ».

A la fin du débat, beaucoup ont pointé l'importance d'impliquer les hommes sans-abris dans la réflexion.

La convergence des luttes était aussi au centre des préoccupations. Alicia d'Awsa a rappelé l'importance du partage des savoirs et l'importance de construire un réseau entre les deux mouvements autour par exemple d'un groupe de réflexion et de plaidoyers communs. Certains ont émis l'idée de constituer un répertoire commun qui puisse servir de référence sur les questions juridiques et d'aide au logement d'urgence notamment. Les coordonnées des participants ont été partagés à l'issue du débat pour faciliter la collaboration à l'avenir.

Droit au logement, charge familiale, question des inégalités liées au genre, violence... De nombreuses questions ont été posées lors de cette rencontre. L'échange aura permis à chacun de prendre conscience des collaborations potentielles que les deux mouvements pouvaient initier.